

Los Angeles contre l'ICE

La bataille pour la souveraineté urbaine

par *Walter J. Nicholls*

À Los Angeles, la résistance des habitants et des pouvoirs publics à la politique anti-migrants manifeste l'ampleur du militantisme populaire. On voit s'engager là une lutte majeure pour la souveraineté territoriale.

La crise de la souveraineté

Au cours de l'été 2025, Los Angeles a été le théâtre d'une bataille exceptionnelle : une grande ville américaine a ouvertement contesté la légitimité du gouvernement fédéral à exercer une souveraineté unilatérale sur son territoire. Lorsque l'administration Trump a déployé 4 700 soldats de la Garde nationale et marines pour faire respecter la loi sur l'immigration par des expulsions massives, marquant le premier déploiement de ce type sans le consentement du gouverneur (préfet) depuis les années 1960, la ville n'a pas capitulé. Au contraire, une coalition composée de militants locaux, de syndicats, d'élus et d'organisations de la société civile a organisé une résistance territoriale soutenue, clamant que l'autorité fédérale n'avait aucun droit légitime sur leurs quartiers.

Du 6 juin à la mi-juillet 2025, plus de 40 manifestations ont éclaté dans 15 zones distinctes du comté. Un seul rassemblement au Grand Park a attiré 30 000 participants. Les comités de défense communautaire se sont multipliés, six d'entre eux ayant été créés dans la seule banlieue tranquille de Pasadena.

Alors que les autorités fédérales ont arrêté 2 792 immigrants pendant cette période, les manifestants ont riposté : plus de 850 militants ont été arrêtés pour avoir entravé les opérations de l'agence fédérale, Immigration and Customs Enforcement (ICE). Le 10 juillet, l'une des organisations les plus puissantes politiquement de la ville, la Fédération du travail du comté de Los Angeles, a organisé la première formation à grande échelle sur la résistance non violente. L'événement a attiré des dirigeants politiques et civiques, dont le maire, ainsi que 1 500 participants issus de syndicats et d'organisations communautaires de tout le comté.

Commenté [AS1]: expliquer

Il ne s'agissait pas simplement d'une manifestation ponctuelle. C'était une bataille pour déterminer qui détient l'autorité légitime pour décider qui a le « droit d'avoir des droits » pour résider sur le territoire urbain. En tant que telle, elle représentait un défi direct à la revendication du gouvernement fédéral de souveraineté sur tout l'espace situé dans les limites juridictionnelles du pays.

Les militants immigrés locaux ont mené la résistance. Soutenus par une large coalition, ils ont développé des stratégies spatiales inédites qui ont transformé les quartiers immigrés vulnérables en zones défendues où les forces fédérales ne pouvaient opérer sans être détectées et sans rencontrer une résistance organisée.

Refuser la légitimité fédérale : l'économie morale de l'appartenance

La résistance reposait sur un rejet fondamental du droit du pouvoir fédéral à déterminer arbitrairement les conditions d'appartenance territoriale à la nation. Los Angeles County compte 4,8 millions d'habitants Latinos concentrés dans des quartiers densément peuplés et interconnectés à l'est, au sud-est et au sud de la région. Des habitants ont spontanément affronté les agents fédéraux, exigeant la libération des amis, voisins et étrangers sur la base d'une « économie morale » d'appartenance locale.

Commenté [AS2]: Le terme est de Thomson? Il faudrait le préciser

Le célèbre historien britannique Edward Palmer Thompson a montré comment qu'au XVIIIe siècle, les foules anglaises ont fait respecter les normes traditionnelles régissant les marchés céréaliers aux marchands qui violaient les attentes communautaires en matière de prix équitables et d'obligations locales (1971).

Les communautés d'immigrants de Los Angeles ont de la même manière imposé leur propre économie morale d'appartenance aux autorités fédérales qui

violaient les attentes communautaires quant à l'appartenance légitime à leurs quartiers. Et c'est cette conception locale de l'appartenance, qui contrastait fortement avec celle de l'administration Trump, qui a déterminé les croyances concernant le droit de résidence et ce qui constituait la légitimité des interventions gouvernementales en matière d'immigration (De Genova 2002 ; Varsanyi 2008).

Lorsque les agents de l'ICE sont arrivés pour mener leurs raids, ils ont été confrontés à des communautés qui refusaient de reconnaître leur autorité. Ces communautés revendiquaient la présence légitime des immigrants sans papiers non pas sur la base du statut juridique ou de l'assimilation culturelle, mais en affirmant un cadre alternatif de droits fondé sur la résidence de longue durée, la contribution économique et les liens sociaux.

Le refus de la légitimité fédérale n'était pas exprimé comme une doctrine abstraite par des intellectuels militants. Il était plutôt exercé par les habitants issus de la classe ouvrière à travers une résistance politique. Cela s'est traduit par le blocage des véhicules de l'ICE, l'encerclément des agents procédant à des arrestations, le refus de fournir des informations et la création d'espaces territoriaux où l'application de la loi fédérale devenait pratiquement impossible. La question n'était pas de savoir si la loi fédérale s'appliquait, car techniquement c'était le cas, mais si les communautés accorderaient au gouvernement fédéral la capacité pratique d'exercer cette loi sur leur territoire. Par de telles actions, elles niaient en fait le « monopole de l'usage légitime de la force physique » de l'État sur son territoire, les communautés contestant cette légitimité et créant des conditions et des espaces d'autorité alternatifs (Weber 1946).

La structure spatiale du Los Angeles latino a créé les conditions qui ont permis une telle contestation. Ces quartiers existaient bien au-delà des mondes moraux et culturels de la classe moyenne « normale » de la région métropolitaine. Des identités territorialisées se sont forgées au fil de décennies de lutte contre la rénovation urbaine, les violences policières et le déplacement économique (Pulido 2006). Les habitants partagent des cadres leur permettant d'identifier les menaces, de désigner leurs ennemis et d'interpréter la résistance comme nécessaire et légitime. Si les raids fédéraux étaient justifiés par la loi, un code moral avait été forgé qui entrait en conflit direct avec leur légitimité.

La confrontation qui s'est déroulée au parc MacArthur le 7 juillet 2025 illustre bien le conflit qui oppose les deux camps au sujet de la souveraineté. Le parc lui-même revêt une importance symbolique : il est situé au cœur de l'un des quartiers les plus dynamiques de la ville en termes d'immigration, et la plupart des organisations de

défense des droits des immigrants, des syndicats locaux importants, la Fédération syndicale du comté et le Centre syndical de l'UCLA se trouvent à moins d'un kilomètre (Milkman 2006 ; Nicholls 2003). La bataille s'est concentrée sur un terrain qui regroupait à la fois l'infrastructure institutionnelle du Los Angeles progressiste et les communautés ouvrières qu'il prétendait représenter.

Lorsque les soldats de la Garde nationale ont envahi le parc en tenue de combat, la maire Karen Bass est arrivée pour les affronter directement : « Ils doivent partir, et ils doivent partir immédiatement. Ils doivent partir parce que c'est inacceptable ! » La réponse du chef de la police des frontières a clairement montré à tous l'enjeu du conflit : « Je ne travaille pas pour Karen Bass. Vous feriez mieux de vous habituer à nous dès maintenant, car cela deviendra très bientôt la norme. Nous irons où nous voulons, quand nous voulons, à Los Angeles. »

La question de la souveraineté a été présentée en termes clairs et sans équivoque. Le gouvernement fédéral a revendiqué une autorité illimitée pour opérer n'importe où dans la ville. Les dirigeants politiques de la ville, soutenus par la mobilisation populaire, ont rejeté cette revendication.

Le pouvoir populaire : de bas en haut

La résistance est venue d'en bas. Si les élus ont fini par se joindre au combat, la réponse initiale est venue spontanément des quartiers ouvriers immigrés. Le 6 juin, lorsque l'ICE a mené des raids contre Ambiance Apparel dans le quartier de la mode et plusieurs magasins Home Depot, ce sont les travailleurs ordinaires et leurs familles qui ont été les premiers à organiser la défense. Pas les responsables syndicaux, pas les politiciens : les gens eux-mêmes, confrontés à des menaces immédiates pour leurs familles et leurs communautés.

Quelques heures après les premiers raids, des militants ont créé des réseaux de diffusion WhatsApp reliant les guetteurs sur les lieux de travail. Des foules comptant de dizaines à des centaines de personnes se sont rassemblées sur les sites visés, bloquant physiquement les véhicules de l'ICE pour empêcher les agents de partir avec les membres de la communauté détenus. Il s'agissait d'un véritable activisme populaire : spontané, mené par la communauté, organisé grâce à des réseaux informels

et au bouche-à-oreille. Ceux qui possédaient le moins de droits officiels, les immigrants sans papiers menacés d'expulsion, sont devenus l'avant-garde de la résistance.

La base populaire disposait d'avantages structurels dont ne bénéficiaient pas les acteurs disposant de ressources plus importantes. Des réseaux sociaux denses, comprenant des liens familiaux multigénérationnels, des relations professionnelles, des affiliations religieuses et des associations culturelles, ont créé des réseaux de solidarité qui se recoupaient (Portes et Sensenbrenner 1993 ; Menjivar 2000).

Ces réseaux populaires ont fourni la base matérielle nécessaire à la mise en place de stratégies territoriales sophistiquées. Les journaliers travaillant dans les magasins Home Depot ont créé des tableaux de service rotatifs à l'aide de Google Docs. Des groupes Signal et Telegram ont coordonné des équipes d'intervention rapide capables de mobiliser des centaines de personnes en quelques minutes. Les militants ont mis au point des techniques de contre-surveillance pour suivre les mouvements des troupes. Rien de tout cela n'a nécessité d'organisation formelle ; cela est né de l'infrastructure relationnelle dense des communautés d'immigrants de la classe ouvrière. La technologie a amplifié l'efficacité des liens sociaux existants plutôt que de créer de nouvelles capacités, ce qui distingue cette mobilisation des mouvements purement axés sur les médias sociaux (Tufekci 2017 ; Gerbaudo 2012).

Les manifestations contre les expulsions ont émergé directement des quartiers ouvriers à forte population latino-américaine. Il ne s'agissait pas d'activistes professionnels, mais de journaliers, de défenseurs communautaires et de leaders de quartier opérant à travers des réseaux interpersonnels localisés.

Les participants provenant principalement de familles et amis confrontés à des menaces d'expulsion immédiates. Par exemple, dans des quartiers comme le sud-est de Los Angeles (Paramount, Compton, Bell) et l'est (Boyle Heights, East Los Angeles), les réseaux communautaires relayés par les réseaux sociaux ont alimenté des mobilisations spontanées : groupes de jeunes connectés via les écoles et réseaux multigénérationnels ancrés dans les églises. L'est de Los Angeles, avec sa longue tradition d'opposition (mouvement chicano, manifestations contre la proposition 187, campagne « Defend Boyle Heights »), a organisé des rassemblements à Mariachi Plaza, évoquant les luttes passées.

Le caractère populaire de la résistance a assuré sa pérennité. Il ne s'agissait pas d'une solidarité lointaine, mais d'une mobilisation pour la survie de populations directement menacées. Les communautés latino-américaines de la classe ouvrière de

Los Angeles étaient confrontées à des enjeux existentiels. Ne pas résister signifiait la séparation familiale, la ruine économique et la destruction du quartier (Dreby 2015 ; Golash-Boza 2015). Le retrait signifiait abandonner voisins et parents à la détention. Ces enjeux matériels et moraux importants ont soutenu la participation pendant des mois de répression militaire.

Le problème du désengagement des militants dans l'espoir que d'autres resteront engagés pose souvent un défi à l'action collective. Cependant, cette question est devenue moins importante lorsque les conséquences de l'inaction étaient immédiates et concrètes (Olson 1965). La nature arbitraire de l'application de la loi a fait de la défense de la communauté l'intérêt premier de chaque résident, éliminant ainsi les incitations à tirer au flanc ou à s'exiler. Lorsque les cousins, collègues et voisins participaient, la non-participation devenait socialement coûteuse. Les réseaux locaux ont créé une responsabilité où le fait de ne pas participer constituait une trahison de la loyauté envers le quartier. Comme l'a écrit Gould à propos de la Commune de Paris de 1871, « le fait de ne pas participer à l'effort insurrectionnel était considéré comme une trahison de la loyauté envers le quartier et était sanctionné en conséquence » (Gould 1995 : 15).

Plutôt que de défiler dans les centres du pouvoir ou d'occuper des espaces symboliques, les militants ont transformé les quartiers résidentiels en territoires défendus, en zones de souveraineté communautaire où les forces fédérales se heurtaient à une obstruction systématique. Ils possédaient ce que Gramsci appelait le « bon sens », ancré dans le sens commun de la communauté, et construisaient des conceptions anti-hégémoniques de la citoyenneté, de la légalité et de la souveraineté territoriale (Gramsci, 1971). Les identités oppositionnelles préétablies, forgées au cours de décennies de lutte, leur ont fourni les ressources idéologiques nécessaires pour résister aux incursions de l'État. Ils savaient comment activer l'infrastructure relationnelle en mobilisant des réseaux qui se recoupaient : liens de parenté, solidarité sur le lieu de travail, congrégations religieuses et associations culturelles.

La coalition : syndicalisme, politique et société civile unis

Ce qui distinguait la résistance de Los Angeles des manifestations habituelles en faveur des droits des immigrants, c'était l'ampleur et la profondeur du soutien apporté par la coalition. Le militantisme populaire issu de la base s'est allié au pouvoir

Commenté [AS3]: en quel sens?

Commenté [WN4R3]: Plus claire?

institutionnel venu d'en haut, créant ainsi une alliance redoutable que les forces fédérales ne pouvaient pas facilement vaincre. Cette structure hybride, combinant des organisations de défense hiérarchiques et des réseaux de quartier horizontaux, a permis de surmonter les limites des modèles purement verticaux ou horizontaux.

Le mouvement syndical a constitué l'épine dorsale de la coalition. La Fédération syndicale du comté de Los Angeles, qui représente plus de 800 000 travailleurs, a fait de la résistance à l'ICE une priorité absolue. Les syndicats de Los Angeles ont subi des réformes dans les années 1990, donnant la priorité à l'organisation des immigrants et adoptant des tactiques de mouvement social, créant ainsi un alignement durable entre les défenseurs des droits des travailleurs et ceux des immigrants. Le Service Employees International Union (SEIU), l'un des plus grands syndicats représentant les travailleurs des services à faible revenu du pays, dont l'un de ses principaux dirigeants a été arrêté pendant les manifestations, a réorienté sa capacité organisationnelle vers la défense des immigrants. La manifestation « No Kings » prévue initialement, qui devait rassembler des milliers de personnes pour s'opposer à l'administration Trump, s'est transformée en un rassemblement de 30 000 personnes en faveur de l'immigration.

Commenté [AS6]: expliquer le sigle

L'organisateur Kent Wong, ancien directeur du Centre du travail de l'UCLA et leader progressiste estimé, a déclaré que la ville et les communautés immigrées étaient assiégées, promettant de transformer les formations à la résistance parraînées par les syndicats en moyens d'affecter des bénévoles aux comités de défense communautaire et aux équipes d'intervention rapide. Les syndicats ont fourni ce que les réseaux locaux ne pouvaient pas offrir : du personnel professionnel, une expertise juridique, des relations avec les médias, des financements et une coordination multi-juridictionnelle.

Des organisations professionnelles de défense des droits, notamment la Coalition for Humane Immigrant Rights of Los Angeles (CHIRLA), le National Day Laborer Organizing Network (NDLON) et l'American Civil Liberties Union (ACLU), se sont associées à des comités de défense auto-organisés dans le cadre d'accords de collaboration adaptés aux capacités de chaque partenaire. Les comités de défense ont fourni des réseaux sociaux territoriaux et une légitimité communautaire ; les organisations de défense ont fourni des ressources matérielles, juridiques et politiques. Cette structure hybride a préservé l'autonomie des organisations locales tout en renforçant leur capacité institutionnelle. Le NDLON a créé des comités dans le nord-est et le sud-est de Los Angeles, créant ainsi six points de défense dans les quartiers immigrés de Pasadena qui ont permis d'alerter rapidement des milliers de personnes

et de faire pression sur les entreprises pour qu'elles refusent l'entrée à l'ICE sans mandat judiciaire.

La coalition s'est élargie pour englober divers acteurs de la société civile. Le syndicat des locataires de Los Angeles s'est joint à la lutte, reconnaissant que l'application des lois sur l'immigration menaçait la stabilité du logement. Les Socialistes démocrates d'Amérique ont apporté de jeunes militants et une infrastructure organisationnelle. Les congrégations religieuses ont organisé des actions de solidarité, perpétuant une tradition de défense des immigrants fondée sur la foi. Des associations professionnelles représentant des avocats, des enseignants et des travailleurs de la santé ont publié des déclarations de soutien.

Des groupes d'étudiants de toute la Californie du Sud ont fourni des effectifs pour les manifestations et l'énergie nécessaire à une mobilisation soutenue. Les dirigeants politiques ont fini par se rallier aux revendications populaires, poussés par la pression du mouvement plutôt que par conviction.

La confrontation entre la maire Bass et la police des frontières à MacArthur Park a marqué l'entrée en scène de la classe politique dans la lutte pour la souveraineté. Dans son discours du 10 juillet lors de la formation à la résistance non violente organisée par la Fédération du comté, elle a déclaré : « Nous avons le pouvoir, dans cette salle, de renvoyer l'ICE là où elle doit être. Elle n'a pas sa place dans notre ville. Elle n'a pas sa place là où nos enfants jouent. »

Les participants ont reconnu que l'attaque fédérale contre les immigrants était dirigée tout à la fois contre la souveraineté urbaine, la démocratie locale et le pouvoir institutionnel des villes progressistes. Pour le maire et d'autres, l'autorité du gouvernement fédéral, en tant que représentant du peuple souverain, était devenue illégitime par la mise en œuvre de sa politique. Elle n'avait pas sa place dans cette ville ni dans les lieux où nos familles avaient grandi et où nos enfants jouaient. La ville et ses habitants avaient les moyens et le droit de se révolter contre un gouvernement fédéral qui refusait d'écouter la voix des gouvernés.

L'application des lois sur l'immigration est devenue le symbole d'un conflit territorial plus large : l'invasion fédérale contre l'autonomie locale. Défendre les immigrants signifiait défendre la ville elle-même. Cette prise de conscience a transformé ce qui aurait pu rester une question restreinte relative aux droits des immigrants en une lutte plus large pour l'avenir de la démocratie urbaine en Amérique.

Nouvelles stratégies spatiales : la défense territoriale comme innovation politique

La structure spatiale était hybride : un centre-ville regroupant des organisations militantes et syndicales, relié à des groupes dispersés et auto-organisés dans les bastions latino-américains du sud-est, du sud et de l'est de Los Angeles (Nicholls et Uitermark 2016 ; Pastor et al. 2013). Tandis que les quartiers périphériques servaient de lieux propices au maintien des réseaux d'autodéfense, les associations professionnelles d'immigrés et les syndicats alliés conservaient leurs sièges sociaux à proximité du centre-ville. C'est dans ces espaces qu'ils pouvaient collaborer entre eux et avec les dirigeants politiques de la ville afin de maintenir leur résistance face à l'attaque fédérale contre leurs pouvoirs souverains.

Malgré le déploiement de forces plus importantes et plus intenses que lors des émeutes historiques de 1992, le spectacle de la violence d'État n'a pas réussi à disperser la résistance en instillant la peur parmi les militants locaux. Au contraire, l'ampleur de la violence a été perçue par la plupart comme une transgression morale de la part d'un État utilisant sa violence à des fins arbitraires et tyranniques. Tout en renforçant la motivation et la détermination à lutter, l'infrastructure hybride, composée d'organisations professionnelles liées à des réseaux de défense communautaire locaux et soudés, a fourni les moyens relationnels et organisationnels non seulement de poursuivre la lutte, mais aussi de l'intensifier dans la durée, malgré les risques croissants.

Les communautés de Los Angeles ont affirmé leur souveraineté pratique sur leurs quartiers, non pas par des arguments juridiques, mais en rendant les opérations fédérales trop difficiles, trop visibles et trop coûteuses sur le plan politique pour pouvoir se poursuivre sans opposition. Cela représente un passage à la « guerre de position », avec la mise en place de positions défensives, d'institutions alternatives et de cadres culturels qui affirment un projet hégémonique concurrent à travers des structures parallèles, érodant progressivement la légitimité et la capacité de contrôle du gouvernement fédéral (Gramsci 1971).

De la médiation à la résistance : la transformation des élites locales

Lorsque les alliés issus de l'élite locale—élus et représentants syndicaux et associatifs—deviennent eux-mêmes des cibles, les coalitions s'intensifient plutôt que de se fragmenter.

Lors des incursions fédérales passées, les élus et représentants locaux critiquaient les actions répressives tout en conservant leur statut de représentants légitimes. De cette position, ils pouvaient négocier des compromis qui satisfaisaient les exigences fédérales tout en atténuant les dommages infligés aux communautés. Reconnus comme médiateurs légitimes et respectés, leur capital symbolique était renforcé par l'accès aux réseaux fédéraux, et la souveraineté de l'État était consolidée par la voie de la négociation. Alors que les représentants des deux niveaux, fédéral et local, travaillaient de concert, ils renforçaient leur pouvoir politique par l'expulsion des communautés immigrées.

L'administration Trump a brisé cette logique. En plaçant les élus municipaux dans la même catégorie que les menaces à l'autorité souveraine, l'administration a introduit un cadre à somme nulle : soit les représentants locaux se soumettaient à la souveraineté présidentielle, soit ils seraient catégorisés comme ennemis de l'État. Le dilemme était clair. La soumission coûterait aux élus locaux le consentement et la solidarité des résidents de Los Angeles et donc leur propre légitimité. La résistance les placerait du côté de l'ennemi, en faisant d'eux la cible d'assauts fédéraux incessants.

Les élus locaux ont choisi la résistance, transformant fondamentalement leur relation avec l'autorité fédérale. Alors qu'ils avaient auparavant employé des stratégies d'initiés pour atténuer les impacts sur leurs électeurs, restaurant ainsi la souveraineté de l'État et leurs propres pouvoirs, ils se sont retrouvés privés de reconnaissance en tant que représentants légitimes. Ils étaient exclus des réseaux gouvernementaux d'élite et vulnérables aux attaques coercitives par le refus de financement, les accusations criminelles et la stigmatisation.

Dans cette lutte binaire pour la souveraineté de l'État, les représentants locaux sont passés à une résistance sans compromis. Ils se sont alignés avec les communautés immigrées de la classe ouvrière non seulement pour des raisons morales ou idéologiques, mais parce que le mouvement grandissant est devenu le seul moyen de

défendre leurs propres positions et de retrouver leur légitimité au sein de l'ancien système de souveraineté partagée.

Les lignes de bataille changent ainsi fondamentalement. Les luttes pour l'incorporation sélective des migrants acceptables reconnaissent le monopole classificatoire du gouvernement fédéral, tout en contestant son application. Les luttes qui émergent d'un déni global de reconnaissance aux alliés locaux remettent en question ce monopole lui-même. La question passe de « quels immigrants méritent l'inclusion ? » à « qui possède l'autorité légitime pour déterminer l'appartenance territoriale ? » De « comment pouvons-nous inclure ceux qui le méritent vraiment ? » à « qu'est-ce qui fonde la légitimité politique lorsque l'État gouverne par la force arbitraire ? »

Le déni global de l'administration Trump s'étendant des immigrants sans papiers aux élus, des églises sanctuaires aux gouvernements municipaux a par inadvertance créé les conditions d'une telle confrontation. En refusant la négociation et en positionnant toute opposition comme illégitime, l'application fédérale a éliminé les alternatives stratégiques, forçant un choix radical : se soumettre à des classifications jugées fondamentalement injustes, ou résister sur des bases remettant en question le monopole fédéral sur les classifications territoriales légitimes.

Ce schéma apparaît désormais à Minneapolis, Chicago et New York. Le passage de Trump d'une souveraineté partagée à une souveraineté monopolisée a précipité un réalignement fondamental des alliances élitaires qui soutenaient autrefois tant la souveraineté de l'État que les compromis de classe sous-tendant la gouvernance libérale. La fracture des élites découle désormais non pas de désaccords politiques, mais de batailles autour de la souveraineté elle-même : quel niveau de gouvernement possède l'autorité légitime pour déterminer l'appartenance territoriale et imposer les classifications de citoyenneté.

Ces conflits sur la localisation et la nature du pouvoir souverain fracturent les coalitions de la classe dirigeante qui avaient auparavant stabilisé l'hégémonie de l'État. Alors que la souveraineté partagée s'effondre en luttes à somme nulle, les élites locales font face à un choix : se soumettre au monopole fédéral ou résister sur des bases qui remettent en question la légitimité de l'autorité centralisée. Cette bifurcation mine les fondements consensuels du pouvoir d'État. Alors que l'État fédéral perd sa capacité à gouverner par l'hégémonie — par le consentement fabriqué et le compromis négocié — la coercition directe devient le principal moyen d'imposer son autorité. Le passage d'une gouvernance par la construction d'alliances à une gouvernance par la force

marque non pas la puissance de l'État, mais la désintégration des structures de légitimité qui avaient permis une domination stable.

Conclusion : Au-delà de l'immigration, la question de la souveraineté

L'effondrement de l'hégémonie de l'État fédéral découle de trois conditions qui ont convergé à Los Angeles et dans des villes similaires.

Premièrement, de puissants réseaux de résistance locaux ont combiné organisations professionnelles bien dotées, élus solidaires et communautés immigrées denses de la classe ouvrière. Les syndicats, les organisations de défense et les groupes de la société civile ont fourni la capacité institutionnelle, l'expertise juridique et la coordination. Les élus locaux ont offert la légitimité politique et l'accès aux ressources municipales. Les réseaux d'immigrants de la classe ouvrière ont apporté l'infrastructure territoriale pour la défense communautaire : liens sociaux denses, connaissance locale et enjeux existentiels qui ont soutenu la mobilisation. L'intégration de ces trois composantes à travers des canaux de communication et des institutions coordonnées a permis une résistance à la fois large, profonde et durable.

Deuxièmement, les normes localisées d'appartenance ont établi une économie morale alternative qui contestait les classifications fédérales. Les communautés définissaient la résidence légitime non pas par le statut juridique, mais par la résidence de longue durée, la contribution économique et l'intégration sociale. Cette économie morale a généré des normes concernant ce qui constituait une violence d'État légitime et ce qui constituait un abus tyannique. La capacité de l'État à obtenir le consentement ou à faire face à son retrait dépendait fondamentalement du respect de ces normes définies par la communauté. Lorsque l'application fédérale a violé l'économie morale, elle a perdu sa légitimité indépendamment de son autorité légale.

Troisièmement, et de manière décisive, les élites locales sont passées de partenaires dans une souveraineté partagée à adversaires dans une lutte à somme nulle sur l'autorité souveraine elle-même. Si seules les deux premières conditions avaient existé, la résistance aurait pu rester une question d'immigration localisée que les courtiers élites auraient pu gérer par la négociation. Mais lorsque l'administration Trump a ciblé les élus locaux comme ennemis de l'État, éliminant leur rôle de

médiateurs et criminalisant leur défense des électeurs, elle a entièrement transformé le champ politique. Les partenaires élites sont devenus des insurgés élites. La lutte sur la politique d'immigration s'est intensifiée en confrontation sur qui possède l'autorité légitime pour déterminer l'appartenance territoriale. La souveraineté partagée s'est effondrée en souveraineté monopolisée, forçant les représentants locaux à choisir entre soumission et résistance.

Cette troisième condition s'est avérée transformatrice. Elle a empêché la défection des élites, bloqué les compromis négociés qui auraient restauré l'autorité fédérale, et recadré le conflit à « quels immigrants méritent l'inclusion ». La crise de légitimité s'est approfondie parce que l'État ne pouvait plus gouverner par l'hégémonie, mais seulement par la force, exposant la fragilité de la gouvernance libérale lorsque ses structures de médiation s'effondrent.

Cette crise de légitimité se propage désormais aux villes partageant la même structure. New York, Minneapolis, Chicago et Portland présentent toutes les trois des conditions identifiées : réseaux de résistance robustes, économies morales alternatives d'appartenance, et élites locales transformées en adversaires de l'autorité fédérale. En revanche, dans les villes où ces conditions sont absentes, comme Houston, La Nouvelle-Orléans et Miami, aucune contestation similaire n'émerge. L'application fédérale y rencontre soit la conformité soit une résistance fragmentée et facilement réprimée.

Il existe donc une géographie inégale de la résistance, déterminée non pas par la présence d'immigrants, mais par la convergence des conditions organisationnelle, idéologique-morale, et structurelles qui rendent possible la contestation soutenue de la souveraineté fédérale.

La bataille de Los Angeles révèle une transformation historique. Ce qui commence comme une politique d'immigration devient une crise de souveraineté et hégémonie. Ce qui semble être un conflit sur les frontières nationales devient une lutte sur l'autorité territoriale. Ce qui apparaît comme une question de légalité devient un affrontement sur la légitimité.

Le passage de la gouvernance consensuelle à la domination coercitive n'annonce pas la consolidation du pouvoir fédéral, mais sa crise. Et dans cette crise réside la possibilité d'imaginer et de construire des formes alternatives de souveraineté démocratique, enracinées non pas dans la violence d'État fédérale, mais

dans le pouvoir populaire territorialisé. Les villes américaines ne sont plus seulement des sites de contestation, mais des sources alternatives d'autorité politique.

Références

- De Genova, Nicholas P. 2002. « Migrant 'Illegality' and Deportability in Everyday Life ». *Annual Review of Anthropology* 31 : 419-447.
- Dreby, Joanna. 2015. *Everyday Illegal: When Policies Undermine Immigrant Families*. Berkeley: University of California Press.
- Gerbaudo, Paolo. 2012. *Tweets and the Streets: Social Media and Contemporary Activism*. Londres: Pluto Press.
- Golash-Boza, Tanya Maria. 2015. *Deported: Immigrant Policing, Disposable Labor and Global Capitalism*. New York: NYU Press.
- Gould, Roger V. 1995. *Insurgent Identities: Class, Community, and Protest in Paris from 1848 to the Commune*. Chicago: University of Chicago Press.
- Gramsci, Antonio. 1971. *Selections from the Prison Notebooks*. Édité et traduit par Quintin Hoare et Geoffrey Nowell Smith. New York : International Publishers.
- Menjívar, Cecilia. 2000. *Fragmented Ties: Salvadoran Immigrant Networks in America*. Berkeley: University of California Press.
- Milkman, Ruth. 2006. *L.A. Story: Immigrant Workers and the Future of the U.S. Labor Movement*. New York: Russell Sage Foundation.
- Nicholls, Walter J. 2003. « Forging a 'New' Organizational Infrastructure for Los Angeles's Progressive Community ». *International Journal of Urban and Regional Research* 27(4) : 881-896.
- Nicholls, Walter J., et Justus Uitermark. 2016. *Cities and Social Movements: Immigrant Rights Activism in the US, France, the Netherlands, and the UK*. Oxford: Wiley-Blackwell.
- Olson, Mancur. 1965. *The Logic of Collective Action: Public Goods and the Theory of Groups*. Cambridge: Harvard University Press.
- Pastor, Manuel, et al. 2013. *Turnaround: How California's Economic Crisis Became an Opportunity for Progressive Change*. Los Angeles: Center for the Study of Immigrant Integration.

- Portes, Alejandro, et Julia Sensenbrenner. 1993. « Embeddedness and Immigration: Notes on the Social Determinants of Economic Action ». *American Journal of Sociology* 98(6) : 1320-1350.
- Pulido, Laura. 2006. *Black, Brown, Yellow, and Left: Radical Activism in Los Angeles*. Berkeley: University of California Press.
- Thompson, E.P. 1971. « The Moral Economy of the English Crowd in the Eighteenth Century ». *Past & Present* 50: 76-136.
- Tufekci, Zeynep. 2017. *Twitter and Tear Gas: The Power and Fragility of Networked Protest*. New Haven : Yale University Press.
- Varsanyi, Monica W. 2008. « Immigration Policing Through the Backdoor: City Ordinances, the 'Right to the City,' and the Exclusion of Undocumented Day Laborers ». *Urban Geography* 29(1) : 29-52.
- Weber, Max. 1946 [1919]. « La politique comme vocation ». Dans Max Weber : *Essais de sociologie*, édité et traduit par H.H. Gerth et C. Wright Mills, 77-128. New York: Oxford University Press.

Publié dans laviedesidees.fr, le 27 janvier 2026.